

ARTICLE 40 : Sont et demeurent abrogées toutes dispositions antérieures contraires, notamment le Décret N°01-308/P-RM du 25 juillet 2001 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction Nationale des Impôts.

ARTICLE 41 : Le ministre de l'Économie et des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 6 juin 2002

Le Président de la République,
Alpha Oumar KONARE

Le Premier ministre,
Modibo KEITA

Le ministre l'Économie et
des Finances,
Bacari KONE

**DECRET N°02-333/P-RM DU 06 JUIN 2002 FIXANT
L'ORGANISATION ET LES MODALITES DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°90-110/AN-RM du 18 octobre 1990 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du fonctionnement des Etablissements Publics à caractère Administratif ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics ;

Vu l'Ordonnance N° 02-060/ P-RM du 05 juin 2002 portant création de l'Agence Malienne de Radioprotection ;

Vu le Décret N°02-132/P-RM du 18 mars 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-135/P-RM du 19 mars 2002 portant nomination des membres du Gouvernement modifié, par les Décrets N°02-160/P-RM du 30 mars 2002 et N°02-211/P-RM du 25 avril 2002 ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

TITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1^{ER} : Le présent décret fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Agence Malienne de Radioprotection (AMARAP).

ARTICLE 2 : L'Agence Malienne de Radioprotection est placée sous la tutelle du Ministre chargé de l'Énergie.

ARTICLE 3 : Le siège de l'Agence Malienne de Radioprotection est fixé à Bamako et peut être transféré en tout autre lieu du territoire national par décret pris en Conseil des Ministres.

TITRE II : DE L'ADMINISTRATION ET DE LA TUTELLE

CHAPITE I : DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

SECTION I : DES ATTRIBUTIONS

ARTICLE 4 : Le Conseil d'Administration exerce, dans les limites des lois et règlements en vigueur, les attributions spécifiques suivantes :

- examiner et adopter le budget annuel, les conditions d'émission des emprunts et les comptes financiers de l'Agence ;

- approuver les projets et programmes de développement général de l'Agence

- déterminer annuellement, en termes quantitatifs, les objectifs à atteindre par rapport aux objectifs globaux assignés à l'Agence ;

- délibérer sur les investissements à réaliser en fonction de ces objectifs et sur les programmes d'équipements ;

- approuver les règles d'avances ou de recettes ;

- examiner annuellement, avant transmission à l'autorité de tutelle, les bilans de l'exercice précédent, les états d'inventaire ;

- examiner et approuver le rapport annuel d'activités du Directeur Général ;

- délibérer sur les emprunts, les acquisitions, les dispositions ou aliénations de biens meubles et immeubles appartenant à l'Agence ;

- délibérer sur les contrats d'un montant supérieur à un certain seuil qu'il lui reviendra de déterminer ;

- définir, dans le cadre des missions prescrites et des objectifs assignés par le Gouvernement, les orientations de la politique générale de l'Agence ;

- approuver l'organisation interne, le cadre organique, les règles particulières relatives au fonctionnement et à l'administration de l'Agence.

- fixer les conditions et modalités d'octroi d'indemnités ou d'avantages spécifiques au personnel de l'Agence.

SECTION II : DE LA COMPOSITION

ARTICLE 5 : Le Conseil d'Administration de l'Agence Malienne de Radioprotection est composé de 12 (douze) membres dont les sièges sont répartis comme suit :

Président : le ministre chargé de l'Energie.

1°) Représentants des pouvoirs publics :

- un (1) représentant du ministre chargé de la Santé ;
- un (1) représentant du ministre chargé de l'Environnement ;
- un (1) représentant du ministre chargé du Développement Rural ;
- un (1) représentant du ministre chargé de la Recherche Scientifique ;
- un (1) représentant du ministre chargé de la Protection Civile ;
- un (1) représentant du ministre chargé du Travail.

2°) Représentants des usagers :

- un (1) représentant de l'Ordre des Médecins ;
- un (1) représentant de l'Ordre des Pharmaciens ;
- un (1) représentant de la Fédération Nationale des Employeurs du Mali ;
- un représentant des Associations de Consommateurs du Mali.

3°) Représentant du personnel :

- un (1) représentant des travailleurs de l'Agence Malienne de Radioprotection.

Le Conseil d'Administration peut inviter à siéger à ses séances, sans voix délibérative, toute personne en raison de ses compétences particulières.

ARTICLE 6 : Les représentants de l'Ordre des Médecins, de l'Ordre des Pharmaciens, de la Fédération Nationale des Employeurs du Mali, des Associations de Consommateurs du Mali sont désignés par leurs organisations respectives, et celui du personnel par l'Assemblée Générale des Travailleurs de l'Agence Malienne de Radioprotection.

ARTICLE 7: Le Directeur Général et l'Agent comptable de l'Agence Malienne de Radioprotection participent de droit aux réunions du Conseil d'Administration avec voix consultative.

CHAPITRE II : DE LA DIRECTION GENERALE

ARTICLE 8: Le Directeur Général dirige, anime, coordonne et contrôle l'ensemble des activités de l'Agence Malienne de Radioprotection.

Il représente l'Agence en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Il est responsable de l'exécution des décisions du Conseil d'Administration, de la réalisation du programme de travail et de la formation professionnelle du personnel de l'Agence.

A cet effet, il est chargé de:

- assurer toutes les fonctions de gestion et d'administration non expressément réservées au Conseil d'Administration et à l'autorité de tutelle ;
- exercer l'autorité sur le personnel qu'il recrute et licencie dans le cadre de la législation en vigueur ;
- exécuter le budget de l'Agence dont il est l'ordonnateur ;
- passer les baux, conventions et contrats au nom de l'Agence.
- soumettre au Conseil d'Administration les plans, les programmes annuels et pluriannuels d'activités et les plans de financement et de budgets correspondants.

CHAPITRE III : DE LA REPRESENTATION DU PERSONNEL AU SEIN DU COMITE DE GESTION

ARTICLE 9 : Le représentant du personnel au Comité de Gestion, est élu à la majorité simple en assemblée générale des travailleurs de l'Agence Malienne de Radioprotection.

CHAPITRE IV : DE LA TUTELLE

ARTICLE 10 : Les contrats engageant l'Agence Malienne de Radioprotection, d'un montant supérieur à 50 (cinquante) millions de francs CFA, sont soumis à l'approbation préalable de l'autorité de tutelle.

Si l'autorité de tutelle, saisie d'une décision financière du Conseil d'Administration de l'Agence, ne s'oppose pas à celle-ci dans un délai de 30 jours, son approbation tacite est réputée acquise à ladite décision

TITRE III : DES CONDITIONS D'EXERCICE DES MISSIONS

ARTICLE 11: Les inspecteurs de l'Agence Malienne de Radioprotection sont investis des pouvoirs de police envers tout utilisateur, détenteur, ou transporteur de sources de rayonnements ionisants sur tout le territoire du Mali.

ARTICLE 12: Les contrôles et inspections de l'AMARAP sont effectuées uniquement par ses agents commissionnés et assermentés, dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

Les agents de l'AMARAP sont soumis à l'obligation de discrétion à l'égard des informations d'ordre confidentiel dont ils acquièrent connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

TITRE IV :DES DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 13 : Le ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau, le ministre de la Santé, le ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le ministre de l'Equipeement, de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de l'Urbanisme, le ministre du Développement Rural, le ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et le ministre de l'Education sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 6 juin 2002

Le Président de la République,
Alpha Oumar KONARE

Le Premier ministre,
Modibo KEITA

Le ministre des Mines, de
l'Energie et de l'Eau,
Aboubacary COULIBALY

Le ministre de la Santé,
Mme TRAORE Fatoumata NAFO

Le ministre de la Sécurité et de
la Protection Civile,
Général Tiécoura DOUMBIA

Le ministre de l'Equipeement,
de l'Aménagement du Territoire, de
l'Environnement et de l'Urbanisme,
Alhassane AG HAMED MOUSSA

Le ministre du Développement Rural,
Mme CISSE Khaïdama SIDIBE

Le ministre de l'Emploi et de la
Formation Professionnelle,
Makan Moussa SISSOKO

Le ministre de l'Education,
Moustapha DICKO

~~**DECRET N° 02-334/P-RM DU 06 JUIN 2002 FIXANT**~~
~~**L'ORGANISATION ET LES MODALITES DE FONC-**~~
~~**TIONNEMENT DE LA MISSION CULTURELLE DE**~~
~~**ES-SOUK.**~~

~~**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**~~

~~**Vu la Constitution ;**~~

~~**Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fon-**~~
~~**damentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et**~~
~~**du contrôle de services publics ;**~~

Vu l'Ordonnance N°01-027/P-RM du 02 août 2001 portant création de la Direction Nationale du Patrimoine Culturel, ratifiée par la Loi N°01-094 du 29 novembre 2001 ;

Vu l'Ordonnance N°02-061/P-RM du 05 juin 2002 portant création de la Mission Culturelle de Es-Souk ;

Vu le Décret N°204/PG-RM du 21 août 1985 déterminant les modalités de gestion et de contrôle des structures des services publics ;

Vu le Décret N°02-132/P-RM du 18 mars 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-135/P-RM du 19 mars 2002 portant nomination des membres du Gouvernement, modifié par les Décrets N°02-160/P-RM du 30 mars 2002 et N°02-211/P-RM du 25 avril 2002 ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

CHAPITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1^{ER} : Le présent décret fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Mission Culturelle de Es-Souk (Tadmekka).

ARTICLE 2 : La Mission Culturelle de Es-Souk est rattachée à la Direction Nationale du Patrimoine Culturel.

CHAPITRE II : DE L'ORGANISATION

ARTICLE 3 : La Mission Culturelle de Es-Souk est dirigée par un Chef de Mission nommé par Arrêté du Ministre chargé de la Culture sur proposition du Directeur National du Patrimoine Culturel.

Le Chef de Mission est chargé, sous l'autorité du Directeur National, de diriger, coordonner, animer et contrôler les activités du service. Il a rang de Chef de Division de service central.

ARTICLE 4 : En cas de vacance, d'absence ou d'empêchement du Chef de Mission, il est remplacé par l'un des Chefs de Bureau.

ARTICLE 5 : La Mission Culturelle comprend les Bureaux suivants :

- le Bureau Recherche et Conservation,
- le Bureau Sensibilisation et Promotion.

ARTICLE 6 : Le Bureau Recherche et Conservation a pour mission de :

- inventorier les biens mobiliers et immobiliers du site et assurer leur conservation et leur mise en valeur ;
- élaborer et mettre en œuvre un plan de conservation, de restauration et de promotion du site ;